Projet de règlement grand-ducal

fixant les modalités d'application de la loi relative à l'identification des personnes physiques.

Avis du Conseil d'Etat

(12 novembre 2013)

Par dépêche du 11 avril 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique dont le texte a été élaboré par la ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.

Le projet était accompagné d'un commentaire des articles, d'un exposé des motifs et d'une fiche financière.

Les avis de la Chambre des salariés et de la Chambre de commerce sont parvenus au Conseil d'Etat par dépêche du 27 décembre 2011. Les avis de la Chambre des métiers et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ont été communiqués au Conseil d'Etat par dépêches respectivement des 19 janvier et 5 avril 2012.

Suite à l'adoption de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, des amendements au projet de règlement grand-ducal, élaborés par la ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ont été communiqués au Conseil d'Etat le 30 juillet 2013. A ces amendements étaient encore joints un exposé des motifs et commentaire ainsi que la version coordonnée du projet de règlement grand-ducal.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous rubrique a pour objet de mettre en œuvre la loi précitée du 19 juin 2013 dont l'élaboration s'était révélée particulièrement laborieuse.

Il entend notamment fixer la structure du numéro d'identification, régler l'agencement du registre national ainsi que les modalités d'accès et de transmission des données qui y sont contenues.

Examen des articles

En vue de l'examen des articles, le Conseil d'Etat entend se baser sur la version coordonnée du projet de règlement grand-ducal jointe aux amendements précités du 30 juillet 2013.

Intitulé

La date de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques a été oubliée dans l'intitulé du projet de règlement grand-ducal sous avis. Il convient de l'y insérer.

Préambule

Le préambule devra être adapté en fonction des avis des chambres professionnelles qui auront été reçus au moment de soumettre le projet à la signature du Grand-Duc.

Dans la description de ces chambres professionnelles, seul le mot « Chambre » s'écrit avec une majuscule. Il y a donc lieu d'écrire, par exemple, « Chambre de commerce » et « Chambre des métiers ».

Articles 1^{er} et 2

Sans observation.

Article 3

La transposition des données dans le calendrier grégorien devrait être effectuée par le Centre des technologies de l'information de l'Etat qui est chargé de la gestion et de la tenue du registre national conformément à l'article 6 de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Article 4

L'article sous examen est à supprimer, alors que la subdivision du registre national en un registre principal et un registre d'attente est prévue par l'article 4, paragraphe 3 de la loi du 19 juin 2013 précitée. En outre, les différences rédactionnelles entre les dispositions pertinentes de la loi et celles du règlement grand-ducal en projet ouvrent la porte à des interprétations divergentes qui ne sont assurément pas souhaitées.

Article 5

Sans observation, sauf à préciser la date de la loi précitée du 19 juin 2013.

Article 6

A l'alinéa 1^{er}, le terme « respectivement » ne fait pas de sens grammaticalement et doit être remplacé par « et ». De même, il convient d'écrire « accorde l'accès au registre national » au lieu de « accorde les accès à l'application du registre national ».

A l'alinéa 2, il y a lieu d'ajouter, en sus du chef d'administration, le ministre du ressort. Cette observation vaut également pour le libellé de l'article 8, alinéa 2.

L'alinéa 3 doit être réécrit, dans la mesure où il y est fait mention de l'accès accordé par le chef d'administration, alors que l'accès est accordé par le ministre en vertu de l'article 7, alinéa 2 de la loi du 19 juin 2012 qui sert de base au présent projet.

Le dernier alinéa est superfétatoire, car son contenu figure déjà dans la loi.

Article 7

Cet article dispose que « tout accès individuel d'un agent, de manière directe ou par interfaçage, au registre national nécessite une authentification forte ». Le Conseil d'Etat suppose que les termes « authentification forte » s'entendent dans le même sens que ceux employés à l'article 4, alinéa 5 de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (doc. parl. n° 6284). Par qui une telle authentification est-elle accordée? Qui est l'« agent » visé dans le texte? La précision « de manière directe ou par interfaçage » peut être supprimée, alors qu'est visé « tout accès ». Finalement, quelle est la plus-value de la précision de l'accès « individuel » (par opposition à « collectif »)?

Partant, l'article sous examen doit être précisé sur tous ces points.

Article 8

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer « les demandes d'accès à l'application du registre national » par « les demandes d'accès au registre national ».

L'alinéa 5 est à supprimer pour être superfétatoire, la procédure administrative non contentieuse étant d'application générale. De toute façon, le « ne » explétif serait à supprimer après « sans ».

Article 9

Le Conseil d'Etat exprime ses doutes quant à la légalité de l'article sous examen alors que la loi du 19 juin 2013 ne prévoit pas de disposition transitoire à cet égard ni de base légale pour une telle période transitoire.

En tout état de cause, il faudra vérifier que les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 juin 1979 ne soient pas en contradiction avec celles de la loi du 19 juin 2013, du moins jusqu'à l'expiration de la période transitoire de l'article 54 de cette loi.

En outre, les termes « doivent être mis en conformité » sont à remplacer par ceux de « restent valables ».

Article 10

L'article sous avis prévoit que différents règlements grand-ducaux ne s'appliquent plus aux personnes physiques.

Au regard du principe de sécurité juridique, le Conseil d'Etat exige que les règlements grand-ducaux en question soient modifiés pour y inscrire clairement et indubitablement la limitation de leur champ d'application aux seules personnes morales. Il s'y ajoute que l'intitulé de trois des quatre règlements grand-ducaux fait encore expressément référence aux personnes physiques. La manière de procéder de la part des auteurs du projet de règlement grand-ducal est à proscrire absolument.

Article 11

La formule exécutoire doit coïncider avec le préambule, en ce sens qu'il y a lieu d'écrire « Notre Ministre ... » au lieu de « La Ministre ... ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 12 novembre 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen